DES PROPOSITIONS FAVORABLES À TOUS : DES ENTREPRISES TRANSFORMATRICES EN MATIÈRE DE GENRE EN ASIE DU SUD ET DU SUD-EST

OXFAM

DES PROPOSITIONS FAVORABLES À TOUS : DES ENTREPRISES TRANSFORMATRICES EN MATIÈRE DE GENRE EN ASIE DU SUD ET DU SUD-EST

1 Vue d'ensemble

Informations relatives au programme

Nom	Investissements dans des entreprises responsables et transformatrices du point de vue du genre en Asie du Sud-Est (« Gender Transformative and Responsible Business Investment in South-East Asia » ou GRAISEA)
Pays	Indonésie, Vietnam, Thaïlande, Cambodge, Philippines, Pakistan, Myanmar et zone régionale de l'ASEAN
Budget	8 millions de dollars américains
Date de début	Avril 2015
Date de fin	Juin 2018
Bailleurs de fonds	Agence suédoise d'aide au développement international (ASDI), Fondation Rockefeller et affiliés d'Oxfam

Analyse du problème

Au cours des 20 dernières années, l'Asie du Sud-Est a connu une croissance économique vertigineuse et certains pays comme l'Indonésie, la Thaïlande, les Philippines et le Vietnam ont atteint le statut de pays à revenu intermédiaire. Toutefois, cette croissance a également exacerbé les inégalités. La pauvreté est toujours largement répandue et la vulnérabilité sociale et environnementale reste élevée. Les ressources économiques restent aux mains d'une minorité, menaçant les systèmes politiques et économiques inclusifs et exacerbant les inégalités entre les femmes et les hommes. La discrimination à l'encontre des femmes et des filles est très fréquente. Les Nations unies classent l'Asie du Sud comme la deuxième région du monde la plus inégale pour les femmes. De même, deux personnes sur trois vivant en situation de pauvreté en Asie sont des femmes ou des filles[1]. Bien que des progrès considérables aient été réalisés au niveau national en matière de reconnaissance, de protection et de promotion des droits des femmes, différentes barrières structurelles à différents niveaux continuent à empêcher l'accès des femmes aux terres et aux ressources, interfèrent avec leur contrôle de celles-ci, et font obstacle à leur participation aux processus de prise de décision.

La communauté économique ASEAN[2] a été établie fin 2015 afin de promouvoir la coopération économique, sociale et culturelle au sein de la région au moyen d'une libre circulation des biens, des services, des travailleurs, des investissements et des capitaux dans les dix états membres. Ce marché unique offre de nombreuses opportunités, mais présente également des risques importants. Les pays moins développés subiront peut-être une dégradation des termes de l'échange, ce qui pourrait favoriser les membres les plus forts ; les productrices et producteurs familiaux pourraient avoir plus de mal à concurrencer les producteurs et productrices à grande échelle et pourraient disposer d'un pouvoir de négociation réduit face aux gros acheteurs qui pourraient tirer sans cesse les prix des denrées à la baisse ; les femmes travaillant dans des exploitations agricoles ou entreprises familiales pourraient rester invisibles et privées de l'accès à des opportunités économiques.

Les investissements du secteur privé dans des chaînes de valeur clés, comme l'huile de palme, l'aquaculture et le riz, se concentrent principalement sur les grandes plantations ou les grands étangs, sans se préoccuper des pratiques durables d'un point de vue social et environnemental. Les inégalités systémiques entre les femmes et les hommes sont exacerbées par les impacts négatifs de l'agro-industrie et par l'absence de mécanismes de régulation efficaces en matière de droits humains, de droits fonciers et de droits du travail.

Description

Le programme GRAISEA (Gender Transformative and Responsible Business Investment in South-East Asia ou Investissements dans des entreprises responsables et transformatrices du point de vue du genre en Asie du Sud-Est) vise à améliorer les moyens de subsistance des productrices et producteurs à petite échelle en Asie du Sud[3] et du Sud-Est. Il part du principe que viabilité financière et chaînes d'approvisionnement durables et équitables entre les femmes et les hommes ne sont pas incompatibles, et que des propositions favorables à tous sont possibles : favorables aux communautés, aux productrices et producteurs familiaux, et aux plus grandes entreprises. L'expression « transformatrice du point de vue du genre » signifie que la question de l'égalité entre les femmes et les hommes se trouve au centre de toutes les composantes du programme GRAISEA et de la réalisation de ses objectifs. Le programme s'engage à transformer les déséquilibres de pouvoir entre femmes et hommes, en veillant à ce que les femmes puissent contrôler les ressources et y accéder, le tout de manière équitable, et qu'elles puissent participer davantage aux processus de prise de décisions. Une transformation des relations de pouvoir nécessite un changement d'attitudes et de croyances, de lois et de politiques, et de normes et de structures. Le programme considère qu'il est possible de mettre en place des chaînes de valeur équitables, durables et viables pour les produits agricoles au moyen d'une coopération multipartite dans le cadre de laquelle : les gouvernements mettent en place des politiques et des lois afin de guider et exiger des entreprises responsables et l'égalité entre les femmes et les hommes ; les entreprises agroalimentaires adoptent des politiques de responsabilité sociale d'entreprise en faveur de l'autonomisation des femmes ; et les investisseurs proposent des services et des produits financiers afin d'encourager la croissance et la pérennité des productrices et producteurs familiaux.

DES PROPOSITIONS FAVORABLES À TOUS : DES ENTREPRISES TRANSFORMATRICES EN MATIÈRE DE GENRE EN ASIE DU SUD ET DU SUD-EST

Le programme GRAISEA se concentre sur les chaînes de valeur de l'huile de palme, de l'aquaculture et du riz. Il est mis en œuvre en Indonésie, au Vietnam, au Cambodge, au Myanmar, aux Philippines, en Thaïlande et au Pakistan, et inclut une solide composante régionale. En effet, alors qu'Oxfam œuvre dans de nombreux pays de la région, les analyses de pouvoir montrent la nécessité de développer des interventions d'influence régionales ciblant : a) l'ASEAN, pour la promotion et la mise en œuvre de politiques et de réglementations régionales sur les denrées et sur les problèmes importants d'un point de vue régional ; et b) les entreprises du secteur privé bénéficiant d'une forte présence régionale, pour une meilleure compréhension de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et des modèles commerciaux responsables.

Pour atteindre son objectif, le programme GRAISEA se concentre sur quatre domaines de résultat :

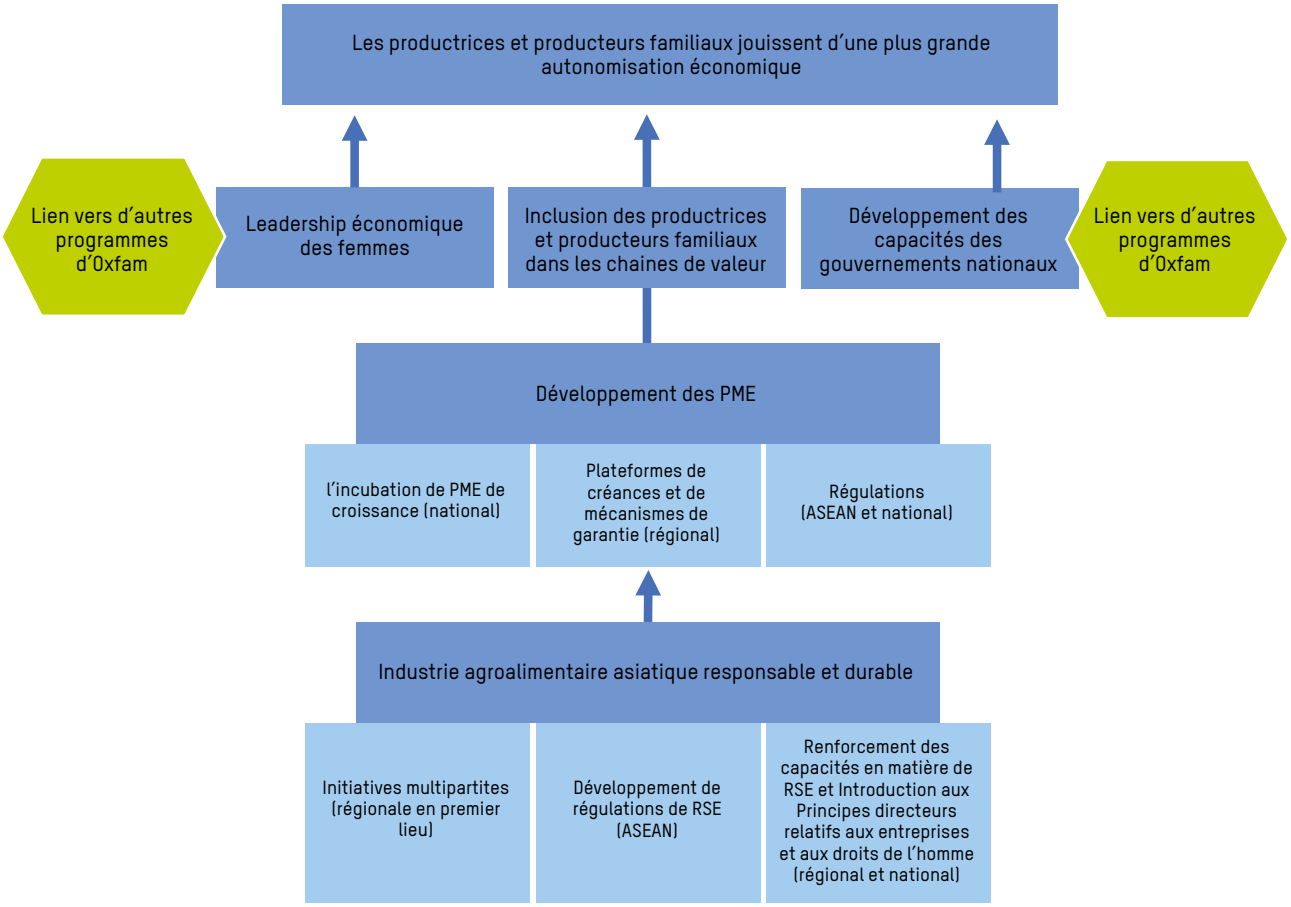
1.Une plus grande implication des détenteurs d'obligations au niveau national et régional pour la promotion de pratiques responsables, notamment en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et d'autonomisation économique des femmes. Cela passera par le développement de preuves et d'études de cas, ainsi qu'en menant des activités de plaidoyer et de lobbying au niveau régional et national.

2.Des chaînes de valeur responsables d'un point de vue social, environnemental et économique et transformatrices du point de vue du genre, qui bénéficient aux productrices et producteurs familiaux. Cet objectif est atteint via le développement de modèles de chaîne de valeur basés sur la production familiale, le renforcement des organisations de producteurs et le soutien du leadership économique des femmes.

3. L'adoption de politiques et de plans de RSE par les entreprises agroalimentaires en faveur de pratiques responsables dans les chaînes de valeur ciblées. Cet objectif est atteint en développant et en promouvant des pratiques responsables et transformatrices du point de vue du genre, en générant et en diffusant des connaissances en matière de RSE, en développant les capacités des entreprises ciblées, et en documentant et en partageant des études de cas et des meilleures pratiques.

4. Des investissements responsables de la part des institutions financières et des investisseurs dans le secteur agricole, à l'aide de solutions de financement innovantes qui soutiennent les productrices et producteurs familiaux. Cet objectif est atteint grâce à l'incubation de PME de croissance[4], la création de plateformes de créances et de mécanismes de garantie pour les PME, l'amélioration du cadre réglementaire des PME, et le développement d'un réseau régional de mentors.

Théorie du changement



2 Résultats et défis

Résultats obtenus

Au cours de ses deux premières années d'existence, le programme a connu d'importants progrès susceptibles d'entraîner des impacts à long terme dans quatre domaines de résultat :

1. Le développement et le renforcement de partenariats au niveau régional, notamment avec le réseau de responsabilité sociale des entreprises de l'ASEAN. Cette collaboration est source de réflexion et de dialogue au sujet des pratiques commerciales durables en Asie du Sud-Est au sein du secteur privé, des gouvernements, des syndicats et des organisations de la société civile. S'appuyer sur ces alliances et sur la prise de conscience grandissante des principes commerciaux responsables par les parties prenantes permettra à contribuer à la réussite du plaidoyer au niveau régional pendant la période restante du programme.

2. La mise en œuvre de partenariats pour créer des chaînes de valeur agricoles visant à faire évoluer favorablement les inégalités femmes-hommes, l'objectif étant d'encourager la pérennité des bénéfices du programme. Par exemple, en Indonésie, Oxfam et WWF soutiennent actuellement une entreprise de transformation afin qu'elle obtienne la certification de l'Aquaculture Stewardship Council en mettant en œuvre des évaluations de l'impact social basées sur le genre avec des productrices et producteurs à petite échelle. La certification confirme que l'entreprise de transformation possède un modèle commercial responsable d'un point de vue environnemental et social, et augmente son rang sur le marché.

3. La mise en place de partenariats multisectoriels pour influencer les entreprises agroalimentaires afin qu'elles adoptent des politiques de RSE et intègrent l'égalité entre les femmes et les hommes à leurs valeurs en Indonésie, au Vietnam et au Cambodge. Au Vietnam, Oxfam développe un indice de RSE qui sera utilisé pour évaluer la RSE dans le secteur de l'aquaculture. Au Cambodge, GRAISEA a soutenu la mise en place d'une plateforme de RSE qui rassemble des entreprises et des chambres de commerce. La plateforme vise à s'assurer que les lignes directrices, les outils et les principes en matière de RSE sont largement reconnus, adoptés et mis en œuvre par les entreprises, et que le gouvernement adopte un cadre RSE national d'ici 2018.

4. Le lancement du réseau Global Impactors Network pour proposer un mentorat en développement d'entreprise aux petites entreprises sociales sur la base du volontariat, afin qu'elles renforcent leurs capacités et améliorent leur accès au financement, aux réseaux et aux marchés.

Défis spécifiques

Le programme a dû faire face à plusieurs défis. D'abord, en matière de gestion, le programme a investi considérablement dans la conception de ses systèmes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEL). Toutefois, le suivi et la collecte de données se sont révélés difficiles pour certains partenaires, et il est clair qu'un soutien supplémentaire est nécessaire.

Ensuite, l'évaluation à mi-parcours du programme a noté que les partenaires avaient parfois du mal à s'approprier les deux concepts clés d'entreprise responsable et de transformation des rapports femmes-hommes. Ceci peut être expliqué par le fait que, bien que ces concepts soient particulièrement pertinents au vu du contexte, ils sont encore relativement nouveaux pour les partenaires. Bien que le programme ait investi en recherche et en apprentissage afin de s'assurer que les deux concepts sont bien définis, compris et adoptés en contexte, le nombre impressionnant de partenaires et la diversité de leurs capacités rendent difficile le déploiement de ces concepts. En matière d'évolution des relations femmes-hommes notamment, on considérait au début du programme que la plupart des partenaires ne tenaient pas compte des questions d'égalité femmes-hommes[5]. Il a donc été plus difficile que prévu d'intégrer de manière significative les principes de justice entre les femmes et les hommes dans les stratégies de mise en œuvre, le renforcement des capacités et le travail de plaidoyer. En se basant sur les résultats et recommandations issus de l'évaluation à mi-parcours, les équipes du programme adaptent actuellement leurs méthodes de travail et leur rayon d'action afin de répondre à ces besoins et fournir un soutien consultatif.

Enseignements

Il est important d'investir du temps et des ressources pour développer des lignes directrices et des outils relatifs aux concepts « nouveaux », ainsi que pour renforcer les capacités des partenaires à intégrer efficacement ces concepts dans leurs interventions.

Pour travailler avec des partenaires non traditionnels, il est nécessaire de convenir ensemble clairement des attentes, des méthodes de travail et des systèmes de suivi.

La sélection d'organisations pour un engagement en réseaux multipartites doit se baser sur l'analyse (à jour) des parties prenantes.

Atteindre des changements comportementaux qui remettent en cause les normes sociales relatives aux relations femmes-hommes est un processus à long terme (voir la section « Zoom sur… »).

3 Partenariats et liens avec d'autres programmes

Partenariats

Le programme GRAISEA adopte une approche impliquant plusieurs parties prenantes. Oxfam joue un rôle de rassembleur, en réunissant différentes parties prenantes engagées dans les chaînes de valeur ciblées et en mettant en place un environnement habilitant pour les entreprises agroalimentaires, les PME et les productrices et producteurs familiaux.

Rassembler ces acteurs est une fin en soi, car cela permet d'apprendre, de constituer des alliances et d'accéder à des espaces d'influence et de prise de décisions. Oxfam voit son rôle comme celui d'un animateur aidant à établir et à conserver des liens entre ses différents partenaires lorsque la collaboration et le travail commun ont une valeur ajoutée, ex. : établir un lien entre la plateforme de RSE au Cambodge et le réseau de RSE de l'ASEAN. Toutefois, comme le fait remarquer une évaluation des initiatives multipartites en Asie du Sud-Est publiée en 2015, le rôle d'Oxfam va au-delà de l'animation (notamment si les capacités des partenaires locaux ne sont pas suffisantes) et nécessite des ressources supplémentaires.

En raison de l'importance du rôle de rassembleur d'Oxfam dans le programme GRAISEA et de son implication auprès des acteurs non traditionnels, il est également nécessaire de développer des processus pour évaluer l'impact de l'approche et identifier les domaines d'amélioration potentiels. En se basant sur cette recommandation, Oxfam a réalisé une analyse sociale du réseau. Celle-ci s'est intéressée à la manière dont les partenaires percevaient le programme, ainsi qu'aux liens existant entre eux. Dans l'ensemble, le feedback était positif et la valeur ajoutée perçue par les partenaires en lien avec leur engagement dans le programme GRAISEA était tout à fait en lien avec les objectifs du programme. L'analyse a également montré plusieurs domaines à améliorer, notamment en matière d'engagement des partenaires. L'équipe développe actuellement des moyens de combler les lacunes identifiées et d'améliorer les éléments perçus comme ayant une valeur ajoutée distincte. Le programme développera également des outils pour évaluer l'efficacité de son approche de rassemblement.

Un point important est que la sélection d'organisations à impliquer dans des réseaux multipartites doit être basée sur une analyse à jour des parties prenantes et sur une cartographie du pouvoir. L'objectif est de s'assurer que l'implication est ciblée et qu'elle apporte une valeur ajoutée, en tenant compte des ressources, de l'échéance et des partenaires existants dans le projet. En ce qui concerne le développement de relations avec les parties prenantes du secteur privé, GRAISEA note qu'il est important d'établir une relation de confiance et que cela prend du temps.

Liens avec d'autres programmes d'Oxfam

Le programme GRAISEA est conforme au travail d'Oxfam en matière de droits des femmes, de justice économique et de lutte contre les inégalités. Il s'appuie sur une expérience et une expertise mondiales, régionales et nationales en matière de programme et d'activités d'influence. En faisant le lien entre, d'une part, des interventions portant sur des chaînes de valeur au niveau du pays et ciblant des productrices et producteurs familiaux, et, d'autre part, des campagnes plus larges comme CULTIVONS, GRAISEA pourrait fournir des enseignements permettant de combler le fossé entre programmes et campagnes.

DES PROPOSITIONS FAVORABLES À TOUS : DES ENTREPRISES TRANSFORMATRICES EN MATIÈRE DE GENRE EN ASIE DU SUD ET DU SUD-EST

4 Zoom sur...

Influence pour un investissement dans des entreprises transformatrices du point de vue du genre

En s'appuyant sur l'expertise d'Oxfam en matière de justice économique et de justice entre les femmes et les hommes, l'une des principales inspirations de GRAISEA est de promouvoir l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation économique des femmes. Son engagement à transformer les relations de pouvoir inégales entre les femmes et les hommes fait que la question de l'égalité femmes-hommes doit occuper une place centrale dans chaque composante du programme.

GRAISEA vise à mettre en œuvre des changements transformationnels pour les femmes et les hommes en :

- Utilisant des approches clés développées par Oxfam en matière d'autonomisation économique des femmes. Ceci inclut l'approche Système Action, apprentissage, genre (GALS)[6], une méthodologie d'autonomisation communautaire, et l'approche de Perspective sexospécifique dans les entreprises et les marchés (GEM)[7], une approche de systèmes de marché qui vise à développer des moyens de subsistance durables et à autonomiser les femmes.
- S'assurant que les différents besoins des femmes et des hommes sont pris en compte dans les groupes ciblés que le programme souhaite atteindre au niveau du pays et de la région.
- Traitant la question de l'autonomisation économique des femmes dans des domaines thématiques clés : a) les chaînes de valeur de l'huile de palme, de l'aquaculture et du riz, en se penchant sur les relations de pouvoir aussi bien dans les chaînes d'approvisionnement sélectionnées que dans l'environnement global dans lequel interviennent les productrices et producteurs familiaux ; b) la RSE, en incorporant des lignes directrices en matière d'entreprise responsable et d'évolution favorable des inégalités femmes-hommes, dans la stratégie d'influence des politiques et des plans de RSE ; c) l'investissement à impact et le développement d'entreprises, en influençant, d'une part, les entreprises à s'engager en faveur d'un programme transformateur du point de vue du genre, et, d'autre part, les institutions de microfinance afin qu'elles intègrent une perspective tenant compte des questions femmes-hommes dans leurs produits et services financiers ; et d) les réglementations et pratiques régionales, en influençant l'ASEAN afin qu'elle intègre des normes d'inclusion dans ses réglementations relatives aux investissements du secteur privé et qu'elle permette la mise en place d'options de financement qui bénéficieront aux femmes.

L'évaluation à mi-parcours du programme met en évidence le franc succès des activités liées aux chaînes de valeur ; les interventions ont été jugées très réussies en ce qui concerne l'amélioration des capacités techniques et de la sensibilisation aux questions liées à l'égalité femmes-hommes. Bien qu'il soit encore trop tôt pour évaluer l'impact à long terme, les approches utilisées illustrent le potentiel de transformation du pouvoir entre les femmes et les hommes. L'utilisation d'une analyse des impacts sur la pauvreté et dans le domaine social, l'approche GALS et les formations techniques ont, en général, conduit à une amélioration des pratiques de production et de a qualité de cette dernière, tout en soutenant l'engagement des femmes. Suite à un voyage d'échange par exemple, des agriculteurs de Lampung, en Indonésie, se sont davantage ouverts aux organisations de femmes contribuant à la production de crevettes.

À Soctrang, en Indonésie, l'utilisation de l'approche GALS a engendré une reconnaissance du travail de soin et a contribué à sa redistribution. En Thaïlande, le programme GRAISEA a soutenu la mise en place de Fisherfolk, quatre entreprises sociales de transformation de poisson dirigées par des femmes. Ces entreprises ont efficacement participé à l'autonomisation des femmes, qui sont désormais perçues comme des contributrices importantes aux revenus du ménage. Toutefois, l'évaluation du programme a noté qu'atteindre un changement des comportements qui remet en question les normes sociales relatives aux questions femmes-hommes est un long processus.

Oxfam et ses partenaires ont milité avec succès auprès de la Round Table of Sustainable Palm Oil (RSPO), qui a adopté une résolution proposée par Oxfam et cosignée par différentes parties prenantes de la chaîne de valeur de l'huile de palme. Cette résolution appelait à une inclusion plus active et plus complète des productrices et producteurs familiaux et des communautés d'accueil dans les efforts de développement durable, et à des références plus importantes sur l'égalité femmes-hommes dans les normes et pratiques de la RSPO à destination de ses membres. GRAISEA aidera la RSPO à déterminer de quelle manière la transformation des relations femmes-hommes peut être incluse dans ses normes. Ceci représente un important pas en avant et peut servir de base à un plaidoyer pour de futures politiques.

Le programme a également enregistré d'important succès au niveau national en influençant les politiques et pratiques du gouvernement et du secteur privé, notamment au Cambodge et aux Philippines. Au Cambodge, les partenaires ont consulté les communautés et ont fait pression sur le gouvernement afin que celui-ci inclue des clauses de RSE dans les législations agricole et environnementale. Les partenaires sont convaincus que ces lois seront adoptées, garantissant que l'égalité femmes-hommes sera prise en compte dans les futures versions des textes. Aux Philippines, les partenaires ont fait pression sur le ministère de l'Agriculture et du Développement rural afin que celui-ci modifie ou introduise une nouvelle ordonnance administrative pour protéger les agriculteurs et agricultrices. L'ordonnance existante a désormais été révoquée et peut donc

être renforcée, offrant aux partenaires une nouvelle opportunité d'influence. Toutefois, il est important de noter que la « dimension femmes-hommes » n'a pas été incluse de manière appropriée dans certains de ces efforts de plaidoyer. Partir de principes visant à faire évoluer favorablement les inégalités entre les femmes et les hommes et les traduire en des demandes clés et succinctes de politiques pour le gouvernement et les entreprises a été difficile, d'autant plus car cela ne constitue pas une priorité pour eux. Grâce aux enseignements tirés de la mise en œuvre du programme et de son évaluation à mi-parcours, Oxfam et ses partenaires recherchent le meilleur moyen de pallier ce problème.

Pour en savoir plus sur ce programme, consultez :
www.oxfam.org.uk/graisea

Notes

[1] M. D. Bernabe, J. Hamer et M. Fried (2015). *Asia at a crossroads: Why the region must address inequality now*. Extrait de http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/asia-at-a-crossroads-why-the-region-must-address-inequality-now-338447

[2] Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

[3] En janvier 2017, le programme a été étendu afin d'inclure des activités portant sur les chaînes de valeur du riz au Pakistan, au Cambodge et au Vietnam.

[4] Les PME de croissance sont des PME qui disposent de finances stables, fonctionnent à une échelle modérée à importante, et peuvent être mises à l'échelle grâce à un soutien consultatif, une incubation et des investissements.

[5] Sur « l'échelle de l'égalité femmes-hommes », on estime qu'on ne tient pas compte des questions d'égalité femmes-hommes lorsqu'on ne considère pas que ce sujet est pertinent pour les résultats de développement. On considère que la transformation des relations entre les femmes et les hommes a lieu lorsque la question de l'égalité femmes-hommes est essentielle pour tous les aspects du développement d'un programme, ainsi que pour l'obtention de résultats positifs ou de changement en matière d'égalité femmes-hommes, de droits des femmes et d'autonomisation économique des femmes.

[6] Oxfam Novib. Système Action, apprentissage, genre (GALS). Extrait de http://www.oxfamnovib.nl/redactie/Downloads/English/SPEF/141023_2-pager_Flyer_GALS_Oxfam.pdf

[7] Oxfam. Perspective sexospécifique dans les entreprises et les marchés (GEM). Extrait de http://policy-practice.oxfam.org.uk/our-work/food-livelihoods/gem#contentprimary_0_ctl00_FirstTab

© Oxfam International, juillet 2017

Ce document a été rédigé par Sarah Barakat. Oxfam remercie Roxanne Abdulali et Kimberly Bowman pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour en savoir plus sur les questions soulevées dans le présent document, veuillez contacter : hkuwabara@oxfam.org.uk

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-050-6 en juillet 2017.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduction et relecture : Tony Cerezo et François Kergoat

Oxfam
Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Photo de couverture : Suzi O'Keefe/Oxfam

WE
WON'T
LIVE
WITH
POVERTY

OXFAM